

## Relations industrielles Industrial Relations



### *La protection du revenu dans les conventions collectives au Québec*, par Jean Bernier avec la collaboration de Réal Allard et Pierre Dionne, Québec, ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, 1974, 324 pp.

Félix Quinet

Volume 29, numéro 3, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/028541ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/028541ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Quinet, F. (1974). Compte rendu de [*La protection du revenu dans les conventions collectives au Québec*, par Jean Bernier avec la collaboration de Réal Allard et Pierre Dionne, Québec, ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, 1974, 324 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 29(3), 623–624. <https://doi.org/10.7202/028541ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1974

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é  
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

cet ouvrage. Devant la profusion d'articles déjà publiés sur ces sujets on pourrait penser qu'il n'avait que l'embarras du choix. Toutefois l'on sait que plusieurs de ces articles sont décevants par leur peu de rigueur.

C'est justement sur ce point que l'ouvrage de Tosi et ses collègues est valable. Ce volume est partiellement issu d'un séminaire commandité par la « McKinsey Foundation for Management Research » sur les sujets précités. Non seulement plusieurs des articles présentés sont inédits mais le regroupement qui est fait est des plus intéressants.

L'introduction présente une vue d'ensemble du sujet traité et plusieurs des articles qui suivent sont cités et situés les uns par rapport aux autres.

La seconde partie expose les théories de base fréquemment utilisées tant par les praticiens que par les chercheurs dans le domaine de la motivation et de la rétribution.

La partie suivante est particulièrement intéressante en ce qu'elle nous présente les critiques formulées à l'endroit des théories énoncées dans la section précédente.

La quatrième partie est à la fois plus empirique et expérimentale puisqu'elle livre les résultats d'une série d'études menées en laboratoire et sur le terrain.

La cinquième partie aborde la question d'évaluation du rendement, de notation des employés. Les articles contenus dans cette partie présentent des pratiques administratives reliées à la question du rendement et de la rétribution.

Enfin la dernière partie laisse voir que le sujet de la rétribution et de la motivation pose encore plusieurs questions auxquelles les théoriciens et chercheurs autant que les praticiens n'ont pas de réponses finales et satisfaisantes.

Somme toute c'est un volume qui malgré un certain goût de déjà vu, c'est la faiblesse de tous les ouvrages de ce genre, apporte une contribution valable dans le domaine des sciences appliquées du comportement. La diversité et la qualité des articles retenus et plus spécialement leur regroupement en diverses catégories qui se complètent avantageu-

sement nous porte à croire que les éditeurs ont atteint leur objectif.

Jean-Pierre BEAULIEU

Alcan, Arvida

**La protection du revenu dans les conventions collectives au Québec**, par Jean Bernier avec la collaboration de Réal Allard et Pierre Dionne, Québec, Ministère du travail et de la main-d'œuvre, 1974, 324 pp.

Le professeur Jean Bernier, avec la collaboration de Réal Allard et de Pierre Dionne, a incontestablement fait œuvre utile en nous présentant son étude sur « La protection du revenu dans les conventions collectives au Québec ». Il s'agit d'un ouvrage qui mérite une place de choix dans la littérature analytique en relations industrielles, car d'une façon systématique et fouillée, il nous fait mieux connaître et apprécier l'importante contribution apportée par la convention collective à l'édification de la Sécurité Sociale au Québec, contribution que l'on constate d'ailleurs aussi dans d'autres provinces canadiennes. Il s'agit donc d'une étude des dispositions de conventions collectives visant à la protection du revenu du travailleur dans des situations — ou, plus précisément, face à des risques que les auteurs ont clairement définis et différenciés. Le sujet de l'étude est, dès les premières pages, bien situé : « Dans la mesure où les régimes publics visaient à assurer un minimum de protection à tous, les parties contractantes aux conventions collectives demeuraient libres de conclure des ententes ayant pour objet de compléter les mesures d'ordre public en vue d'assurer une meilleure protection aux travailleurs régis par conventions collectives... Ce sont précisément ces régimes complémentaires de protection du revenu élaborés de façon contractuelle et prévus dans les conventions collectives qui font l'objet de la présente étude », (p. 12).

Mentionnons aussi que la notion de « régime de protection du revenu », et de « risque » font l'objet de définitions et d'explications claires et d'ailleurs indispensables à la compréhension de l'étude (pp. 20 et suivantes). Il faut souligner également le soin que l'on a mis à décrire les principales caractéristiques de

l'échantillon de conventions collectives étudiées : tout un chapitre de l'étude y est consacré (voir pp. 73 à 94). Du point de vue de la recherche, il faut attirer l'attention sur les très nombreux tableaux que l'étude comporte ; nombre de ces tableaux présentent au lecteur l'échantillon des conventions étudiées, dans tous ses raffinements statistiques. D'autres tableaux fournissent, sur la fréquence des différentes dispositions étudiées, des renseignements qui ne manqueront pas de susciter un vif intérêt non seulement parmi les administrateurs du personnel, mais aussi parmi les négociateurs patronaux et syndicaux.

Si l'on devait caractériser cette étude, sur le plan méthodologique, l'on pourrait dire qu'un remarquable souci de clarté à présidé à sa préparation non seulement au niveau des définitions ou concepts généraux, mais aussi au niveau des particularités des clauses relevées : à ce sujet attirons l'attention — ceci n'est qu'un exemple parmi nombre d'autres — sur l'analyse, présentée dans l'étude, des différentes conditions qui entourent le versement de l'indemnité de fin d'emploi (pp. 128, 129 et 130). Après avoir examiné l'étude dans tous ses cheminement analytiques, le lecteur débouche sur une conclusion dont le sobre ton ne pourra que lui plaire. Dans cette conclusion, il est écrit notamment : « Comme le lecteur l'aura sans doute noté, l'analyse descriptive et le dégagement de certains points saillants, tel qu'il vient d'être fait ci-haut, ne permettent guère de procurer une explication en profondeur des différences observées ni des modes d'accommodement des régimes contractuels par rapport aux régimes publics. Seule une étude sur le terrain, auprès des parties contractantes elles-mêmes, permettrait de pousser plus loin cette première exploration. Si la présente étude donnait naissance à d'autres recherches inspirées par les données de base qu'elle regroupe, nous considérerions avoir fait oeuvre utile. » Cette suggestion, émanant de chercheurs arrivés eux-mêmes au terme d'un long et précieux travail d'analyse, mérite d'être suivie.

**Félix QUINET**

Commission des relations de travail dans la fonction publique,  
Ottawa

**Prospects for Partnership**, by Helen Hughes, Montréal, The Copp Clark Publishing Co., 1973, 289 p.

This book presents formal papers and critiques by commentators at a seminar held at the World Bank in October 1972. In addition to a brief introduction, it contains eight chapters, each made up of a paper plus comments on a particular subject area, and a ninth chapter of summary and conclusions. The participants, all high level international economists, were invited by the World Bank.

The thrust of the seminar can be illustrated briefly by two quotations :

« The purpose . . . was to focus on the demand aspects of the adjustment problems inherent in the increasing volume of manufactured product exports from developing countries. » (p. xvii)

Also :

« If advanced countries take measures to adjust their patterns of production, the rapid growth of manufactured imports into these countries should not pose a serious problem, since they will still represent a small share of the total supply of manufactures. » (p. v)

The seminar discussed industrialization and trade trends for the 1970s, the changing division of international production, the role of the multinational corporation, employment in industrialized countries, alternatives in developing countries, and the experience with adjustment measures and problems of the United States, the EEC, and Japan.

The analyses and commentaries provided in the book are valuable in drawing together a wealth of experience about a fundamental and difficult international problem. The second quotation cited above is perhaps too sanguine about the scale of the problem for the very long run, though it is no doubt true that in the 1970s the supply of manufactured goods from developing countries will remain relatively small in the global picture. For the rest of the century, however, the scale of the problem of integrating successfully developing countries into an open world economy is greater. That is, the adjustment problems of the already industrialized world are greater. One cannot discuss